

L'ÉNERGIE

LA DÉCLARATION DU SOUS-MINISTRE SUR LA DÉCOUVERTE DE PÉTROLE AU LARGE DU LITTORAL EST

L'hon. Robert L. Stanfield (chef de l'Opposition): Monsieur l'Orateur, j'avais espéré que le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources serait présent aujourd'hui. Toutefois, je voudrais adresser une question au ministre suppléant concernant le sous-ministre de ce ministère qui a déclaré qu'on découvrirait du pétrole au large du littoral est d'ici deux ans. Est-ce à dire que le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources assume désormais la direction des programmes de forage et qu'il se mêle de dire aux sociétés pétrolières où elles doivent forer pour trouver du pétrole?

L'hon. Otto E. Lang (ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration): Monsieur l'Orateur, j'aurais pensé que le chef de l'Opposition verrait qu'il s'agit là naturellement d'une hypothèse.

L'hon. M. Stanfield: Vu que le premier ministre a eu la modestie d'avouer, cet après-midi, qu'il manque de prévoyance, je demande au ministre suppléant s'il parlait en connaissance de cause ou s'il s'est servi d'un oui-ja.

Des voix: Oh, oh!

* * *

LE PÉTROLE

L'OFFRE D'AIDE DES É.-U. POUR LA CONSTRUCTION D'UN PIPE-LINE TRANSCANADIEN DEPUIS L'ALASKA

M. David Anderson (Esquimalt-Saanich): Monsieur l'Orateur, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures nous dirait-il si le gouvernement des États-Unis a fait ou répété une offre de collaboration avec notre pays pour l'aménagement d'un pipe-line transcanadien depuis l'Alaska jusqu'aux 48 États américains, comme il est dit dans un article de fond, émanant de Washington, paru lundi dans le *Telegram* de Toronto?

L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Si une telle offre a été faite, monsieur l'Orateur, ce n'est pas à moi qu'on l'a adressée.

M. Anderson: J'aimerais maintenant revenir sur une question que je posais au ministre il y a deux jours. A-t-il reçu une réponse à la lettre qu'il adressait il y a une semaine aujourd'hui au secrétaire d'État des États-Unis offrant de collaborer avec ce pays à une étude sur les problèmes que causeraient les pétroliers sur la côte ouest de l'Amérique du Nord?

L'hon. M. Sharp: Non, monsieur l'Orateur. Au moment où la lettre lui a été présentée, le secrétariat d'État américain a manifesté le désir de s'entretenir avec nos représentants du lieu possible des consultations et de la forme de celles-ci, mais nous n'avons pas encore reçu de réponse officielle.

[L'hon. M. Munro.]

LA POLLUTION

LA PROPOSITION DE LA HOME TOWN CONSTRUCTION LTD. EN VUE D'ÉTEINDRE L'INCENDIE DU TERRIL DE SPRINGHILL

M. Robert C. Coates (Cumberland-Colchester-Nord): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse aussi au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources mais, comme il n'est pas là, j'aimerais demander au ministre suppléant si son ministère a reçu une proposition de Home Town Construction Ltd. en vue d'éteindre l'incendie du terril de Springhill, en Nouvelle-Écosse, et dans l'affirmative, quelles mesures il prend comme suite à cette proposition?

L'hon. Otto Lang (ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration): Monsieur l'Orateur, je devrai m'assurer que cette demande a bien été reçue et peut-être pourrai-je me mettre en rapport avec le député.

* * *

LE RÉGIME DES PENSIONS DU CANADA

LA PARTICIPATION DES MÉNAGÈRES

Mme Grace MacInnis (Vancouver-Kingsway): Monsieur l'Orateur, j'ai une question pour le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social. Le gouvernement a-t-il l'intention de reconnaître la grande contribution apportée par les ménagères à la production de biens et de services au Canada, comme l'expose le Conseil national des femmes, et de leur accorder un statut correspondant en leur permettant de faire partie du Régime des pensions du Canada?

L'hon. John C. Munro (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Monsieur l'Orateur, bon nombre des observations de la Commission royale d'enquête ainsi que les revendications présentées l'autre jour par le groupe auquel le député fait allusion sont actuellement à l'étude dans le cadre de propositions que nous envisageons en vue d'améliorer le Régime des pensions du Canada. On les examinera dans ce contexte.

Mme MacInnis: Comme le ministre des Finances s'est prononcé contre cette participation en alléguant que le revenu imputé est trop difficile à calculer, le gouvernement songerait-il à engager de nouveaux économistes à la hauteur de la situation?

LE DROIT D'INTÉGRATION DU RÉGIME À D'AUTRES RÉGIMES DE PENSIONS

M. Donald MacInnis (Cape Breton-East Richmond): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question supplémentaire. La dernière question de la représentante de Vancouver-Kingsway en soulève plusieurs. Cependant, comme la mienne vise plus d'un ministère, je la poserai au premier ministre. Comme le seul droit qu'ait le gouvernement à propos de la caisse du régime de pensions du Canada, est de consentir des prêts aux provinces, je voudrais lui demander de quel droit le gouvernement intègre ce régime à d'autres régimes de pensions.

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît. Par sa question, le député a invité le premier ministre, ou un autre minis-